

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

### 13 ORGANISATIONS DEMANDENT AU NOUVEAU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR LA DISSOLUTION DE LA CELLULE « DÉMÉTER »

**PARIS, LE 17 JUILLET 2020** – Dans une lettre envoyée ce jour au nouveau Ministre de l'Intérieur, **Gérald Darmanin**, 12 associations dont POLLINIS et un syndicat agricole demandent la résiliation immédiate de la convention de partenariat signée par son prédécesseur avec la FNSEA et les Jeunes Agriculteurs ainsi que la dissolution de la cellule de gendarmerie « Déméter ».

Cette cellule de renseignement, officiellement dédiée au « *suivi des atteintes au monde agricole* », a été créée en octobre 2019. Il s'agit d'un dispositif de surveillance mis en place entre la gendarmerie nationale et des organismes privés, fervents défenseurs du modèle agricole conventionnel, avec pour mandat de « *mieux protéger nos agriculteurs* » contre les infractions (cambriolages, vols, dégradations...) – des actes déjà réprimés par la loi – mais également contre les « *actions de nature idéologique* », y compris « *de simples actions symboliques de dénigrement du milieu agricole* » qui relèvent de la liberté de penser et d'expression.

Toute association environnementale, tout syndicat ou individu préoccupé par les conséquences néfastes de l'agriculture intensive pour l'environnement et la santé se trouvent menacés de délation et de mesures coercitives. **Après quelques mois d'existence, la cellule « Déméter » a d'ailleurs donné lieu à plusieurs dérapages inquiétants** : entretien du président de l'association Alertes Pesticides Haute Gironde avec les gendarmes durant une heure sur l'organisation des « États généraux des riverains » ; présence de la gendarmerie lors d'une réunion de préparation d'actions en vue de la « Semaine pour les alternatives aux pesticides » ; convocation à la gendarmerie d'un juriste de l'association Sources et rivières du Limousin à cause d'une interview où ce dernier s'opposait à la construction de serres industrielles...

« *Le gouvernement cherche à museler toute critique du modèle agricole dominant et de l'usage immodéré des pesticides : c'est une menace inquiétante pour la démocratie et la liberté de penser, estime Nicolas Laarman, délégué général de POLLINIS, qui a par ailleurs déposé en avril dernier avec Générations futures un recours devant le tribunal administratif de Paris pour obtenir l'annulation de cette convention de partenariat. Au lieu d'opposer ONG environnementales et agriculteurs, le nouveau gouvernement doit dissoudre la cellule « Déméter » et lancer d'urgence un plan de transition agricole pour donner aux agriculteurs les moyens de mettre en place des pratiques durables, respectueuses de la nature et de la santé* ».

Les organisations signataires de la lettre sont : Attac France, Chrétiens dans le monde rural (CMR), Confédération paysanne, France Nature Environnement (FNE), Foodwatch France, Générations Futures, Greenpeace France, Les Amis de la Terre, Ligue pour la protection des oiseaux (LPO), Mouvement rural de jeunesse chrétienne (MRJC), Nous voulons des coquelicots, POLLINIS et Terre de Liens.

#### DOCUMENTS

- >> [Lettre ouverte](#) au Ministre de l'Intérieur.
- >> [Communiqué de presse](#) du ministère sur le périmètre de compétences de Déméter.

#### CONTACTS

- |                         |                      |
|-------------------------|----------------------|
| >> Julie Pecheur        | >> Marion Laperriere |
| 06 74 55 81 81          | 07 81 44 74 81       |
| Directrice du Plaidoyer | Juriste              |